

TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES COP26

La CGT organise mi-juin un forum syndical international sur des transitions écologiques justes et solidaires, en préparation de la COP26 à Glasgow du 1^{er} au 12 novembre 2021.

La transition écologique occupe aujourd'hui une place significative dans les débats et les pratiques que ce soit dans le monde du travail, dans la société mais aussi dans l'agenda revendicatif du syndicalisme. L'urgence sociale et environnementale, à l'image de la dégradation dramatique des conditions de travail et de vie des populations depuis le début de la pandémie, conduit un nombre croissant d'organisations à développer diverses stratégies pour y répondre. Cela concerne aussi bien les syndicats d'entreprises, que les fédérations professionnelles, comme les organisations locales, régionales, internationales.

Objectif : aboutir à un appel commun

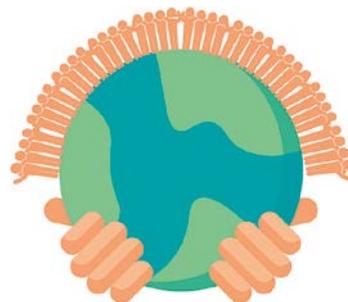
Cet appel mettrait en avant l'importance d'une maîtrise publique au service de l'intérêt général des productions et activités ayant un impact sur l'environnement. Il partirait de l'avis des travailleurs de ces industries (activités et services), afin de construire les bonnes actions et réponses indispensables pour relever les défis du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Il viserait une transition juste, solidaire, replaçant l'Etat et les collectivités publiques dans leur rôle d'anticipation, de planification, de prévention et de contrôle face aux questions environnementales et climatiques. Enfin il ferait le lien entre les luttes sociales, environnementales, de défense et d'amélioration du fonctionnement démocratique de nos sociétés, afin de construire un rapport de force le plus large possible pour gagner sur tous ces axes revendicatifs.

Différentes thématiques seront abordées lors de ce forum : Transport, Construction & Urbanisme, Eau, Santé, Industries... Les échanges sur l'énergie auront lieu le 16 juin et porteront sur les libéralisations du gaz puis de l'électricité qui balayent les évidences scientifiques et creusent les inégalités entre citoyens et entre pays. Cela a pour conséquence de réserver une transition incomplète aux plus riches avec parfois des incohérences notoires : comme aboutir à des véhicules électriques fonctionnant avec une électricité produite par un parc carboné ! Pourtant les subventions publiques n'ont jamais été aussi élevées, les factures augmentent avec des entreprises privées qui versent d'énormes dividendes et délocalisent les emplois tout en

cherchant à terme à développer des politiques fiscales dignes des Gafam...

Les libéralisations du gaz puis de l'électricité ont creusé les inégalités

Sur la base de son Programme Progressiste de l'Énergie, la FNME s'implique depuis six mois avec TUED et ISP (voir encadré) à fédérer les syndicats internationaux autour d'une charte internationale en faveur de l'énergie publique. Lors de ce forum qui sera accessible en ligne sur le site confédéral, la FNME s'appuiera sur un rapport qui explique la nécessaire rupture des politiques actuelles afin de réussir la décarbonation de l'économie à l'échelle planétaire en l'inscrivant dans des objectifs de long terme basés sur des coopérations. Les travaux définitifs seront ensuite présentés à la COP26.



Trade Unions for Energy Democracy (TUED) a émergé d'une table ronde syndicale mondiale intitulée «Urgence énergétique, transition énergétique» qui s'est tenue à New York en 2012. TUED représente 86 organismes syndicaux (dont 4 fédérations internationales), 11 centres nationaux, 14 organisations régionales et universitaires.

L'Internationale des Services publics (ISP) est une fédération syndicale mondiale regroupant plus de 700 syndicats dans 154 pays et représentant 30 millions de travailleurs. Elle porte la voix des syndicats et travailleurs auprès de l'ONU, l'OIT, et l'OMS pour l'accès universel à des services publics de qualité.